

## Palestine : le Printemps avant l'État

Le processus de paix au Moyen-Orient passe-t-il nécessairement par la création d'un État palestinien ?

Avec Yves  
Derai

Pour sortir de l'impasse où s'est engouffré durablement le processus de paix au Moyen-Orient, une idée fait son chemin **un vote aux Nations Unies lors de l'Assemblée générale de septembre 2011 solennisant la création d'un État palestinien déjà reconnu par une centaine de pays**. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, défend activement cette option malgré l'opposition de l'actuel gouvernement israélien dirigé par le retors chef du Likoud, Benjamin Netanyahu. **Washington ne semble pas plus emballé par ce projet mais pourrait *in fine* se laisser tenter**. Quant à la France, comme souvent dans cette région, elle hésite. A force de vouloir être l'amie de tout le monde, elle ne convainc plus personne.

Le « printemps arabe » qui tend à devenir le « borbier arabe » nous livre pourtant quelques enseignements susceptibles de nous aider à trancher la question. Que constate-t-on depuis quelques mois ? Que des dirigeants censément modérés comme le tunisien Ben Ali et l'égyptien Moubarak, ou d'autres que l'on croyait convertis au pragmatisme tels le libyen Kadhafi et le syrien el-Assad sont toujours restés, derrière les apparences, de terribles dictateurs. Les carottes pour leur clan, le bâton pour leur peuple. **Comment a-t-on pu croire que le processus de paix au Moyen-Orient pourrait progresser avec de tels « partenaires » ?**

Au moment où ces lignes sont écrites, le « printemps palestinien » n'a pas eu lieu. Deux pouvoirs s'affrontent dans les territoires occupés : l'autorité légitime en Cisjordanie prête à une solution négociée avec Israël ; le Hamas à Gaza qui a chassé *manu militari* les hommes de Mahmoud Abbas et refuse de renoncer au terrorisme. Récemment, son leader, Ismaïl Haniyeh, a encore encouragé les groupes armés sous son contrôle à kidnapper des soldats israéliens.

Abbas tente d'organiser des élections législatives et présidentielles afin de clarifier la situation politique avant l'automne mais cette proposition a déjà été rejetée par le Hamas qui ne laissera pas un scrutin libre se tenir à Gaza. **A l'aune de ce *statu quo*, que vaudrait un État palestinien reconnu par la communauté internationale mais nié par près de la moitié des Palestiniens ?** En quoi serait-il plus légitime que l'Autorité actuelle ? Lorsque les Nations Unies ont voté à une courte majorité la résolution prévoyant la création d'un État juif en 1947, le mouvement sioniste avait préalablement donné des gages en matière de démocratie et clarifié sa ligne politique et son leadership. Les Palestiniens doivent en passer par là s'ils veulent acculer Netanyahu à accepter des concessions et construire un État viable et pérenne.